

séparer. Les gendarmes et les pompiers sont prévenus et la disparition est prise très au sérieux. Au cours des premières recherches, ils découvrent un sac contenant des médicaments et

BESANCON

Les psychologues refusent leur disqualification

Quelques représentants des psychologues du département, libéraux et fonctionnaires, ont manifesté ce jeudi devant l'ARS à Besançon. Ils ont décidé de sortir de leur réserve et silence habituels afin d'exprimer leur malaise sur certaines propositions de loi. Sébastien Hof, praticien libéral à Besançon, explique en quoi ces dernières pourraient menacer une profession à part entière dans un avenir proche.

« Notre corps de métier s'est mobilisé sur tout le territoire national aujourd'hui », précise-t-il. « Nous ressentons une volonté du gouvernement de nous disqualifier. Une expérimentation du remboursement de nos consultations a été menée ces deux dernières années auprès des mineurs, à présent étendue aux adultes, sur quatre départe-

ments en France. Loin d'être satisfaisant, cela nous mettrait sous la coupe du médical si c'était voté, en nous obligeant à réduire le temps des séances. Nous ne pourrions plus gagner notre vie décemment. »

« Nous ne sommes pas des paramédicaux »

Les psychologues craignent un parcours du combattant supplémentaire si les patients doivent passer par un médecin traitant et un psychiatre pour bénéficier des soins psychologiques. « Nous ne sommes pas des paramédicaux », poursuit-il. « Ces propositions de loi sont faites sans nous consulter, ce qui est une monumentale erreur, ou un oubli voulu pour nous faire disparaître. »

D'autre part, une autre proposition de loi envisage la création d'un

son pronostic vital n'était pas engagé.

Elle a immédiatement été prise en charge par les pompiers et conduite en direction de l'hôpital de Besançon.

Buffard où ils ont volé des papiers d'identité et du numéraire. Le second a été commis à Osselle. Les malfaiteurs ont dérobé des bijoux. Idem pour le troisième commis à Torpes toujours durant l'après-midi. Enfin, dans le Haut-Doubs à



Une délégation des psychologues du département a été reçue hier à l'ARS. Photo DR

ordre des psychologues pour contrôler les actes de ces professionnels. « Nous nous y opposons », martèle-t-il. « Nous constatons régulièrement que ceux déjà en place pour les infirmiers ou les médecins ne fonctionnent pas bien. Nous ré-

clamons le retrait de toutes ces propositions et une participation active à tout autre projet ou arrêté qui nous viserait. Notre mouvement se poursuivra tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction. »

Paul-Henri PIOTROWSKY

Article Est Républicain du 11/06/21